

Après 1989, le régime chinois a édifié un «capitalisme politique»

PAR FABIEN ESCALONA ET ROMARIC GODIN
ARTICLE PUBLIÉ LE LUNDI 12 AOÛT 2019



© Reuters / Jason Lee

En Chine, 1989 marque avant tout la répression du mouvement de Tiananmen. Mais dans les années qui suivent, le pays va également adopter le système capitaliste. Il le fera d'une façon originale, caractérisée par le maintien d'un parti-État fort. Les défis contemporains auront-ils raison de sa stabilité ?

Cinq mois avant la chute du mur de Berlin, le régime chinois mettait fin avec brutalité au Printemps de Pékin, un mouvement de protestation contre l'inflation, la corruption et l'absence de libéralisation politique, qui avait essaimé bien au-delà de la capitale (voir *notre entretien avec Lun Zhang*). Dans la nuit du 3 juin 1989, les troupes les plus endoctrinées et loyales au régime ont pris en étau la ville, puis la place Tiananmen. Blindés et fantassins ont alors semé la mort parmi les étudiants, ainsi que parmi les citoyens et travailleurs qui cherchaient à les protéger.

La vie de milliers d'individus désarmés a été emportée dans ce carnage, prolongé par des arrestations encore plus nombreuses dans tout le pays. Depuis, la propagande et les capacités de répression sont mises au service de l'occultation de cet événement traumatique. Et trente ans après, sa répétition semble improbable : l'appareil de maintien de l'ordre **a été modernisé** pour

prévenir tout soulèvement de ce type et aucun indice n'existe d'un groupe social ou d'une organisation qui ait les moyens de défier le régime.



Des centaines de milliers de protestataires occupent la place Tiananmen, le 17 mai 1989. © Reuters/Ed Nachtrieb

Sur le moment, la réponse sanguinaire du Parti communiste chinois (PCC) a pourtant été perçue par les observateurs internationaux comme le signe de sa chute prochaine. Dépourvu de légitimité, dépassé par les contradictions d'une ouverture économique menée dans un cadre politique fermé, il allait connaître la même impasse que les régimes soviétiques. Régulièrement, par la suite, la prophétie d'un effondrement du parti-État a été rééditée par d'éminents spécialistes. Ceux-ci pointaient la montée en puissance d'une classe moyenne, le niveau criant des inégalités ou les divisions entre dirigeants.

Si cette prophétie a été démentie jusqu'à aujourd'hui, il n'en reste pas moins qu'au lendemain de Tiananmen, l'avenir du régime était effectivement incertain. Rien n'annonçait la solidité de « *l'équilibre autoritaire* » auquel il est parvenu, pour reprendre l'expression du sinologue Jean-Pierre Cabestan. Les plus récents des « *Tiananmen Papers* », grâce auxquels on a découvert **les échanges du bureau politique élargi** qui s'est tenu deux semaines après le massacre, révèlent un consensus fragile entre les dirigeants réunis, sans réponse claire et partagée face aux problèmes qui avaient nourri la contestation.

On s'aperçoit donc que 1989 et les trois années qui ont suivi furent un moment de **bifurcation** crucial dans l'histoire du parti et du pays, au croisement de l'imprévisible et de l'irréversible. Devant la paralysie des dirigeants face au mouvement de la place Tiananmen, Deng Xiaoping prit l'initiative de court-circuiter le processus de décision classique pour recourir à la coercition. Par la suite, il devait à nouveau

intervenir pour relancer une politique d'ouverture économique. En 1992, le 14^e congrès du PCC a ainsi officialisé la fin de l'économie commandée, tandis qu'en 1993, une réunion plénière du Comité central sur l'économie a défini **un nouveau type de planification**, censé « *guider les marchés* ».

Sans être en rupture totale avec l'héritage maoïste, qui l'a rendu possible et dont il garde certains traits, ce moment de bifurcation a engagé l'État développementaliste chinois sur une voie nouvelle. Il en a résulté, depuis trois décennies, une économie et un système politique atypiques, qui ont permis au PCC d'échapper au sort de son homologue d'Union soviétique. À l'heure où l'attention des chercheurs se porte beaucoup sur **la zone grise des régimes hybrides**, peuplée de démocraties défectueuses et d'autoritarismes dits compétitifs, la Chine nous rappelle que l'État autoritaire le plus puissant du monde, en termes géoéconomiques et géopolitiques, est une dictature à parti unique sans aucune façade électorale.

Mais quelles sont les origines et les caractéristiques de la voie singulière qui a été choisie, plus résiliente qu'on ne l'a dit ? Quelles sont néanmoins ses faiblesses, et donc les scénarios possibles d'évolution ? Tour d'horizon, appuyé sur les travaux de sinologues et économistes reconnus.

Quand l'originalité de la « voie chinoise » déjoue les analyses traditionnelles

En trente ans, la Chine a profondément changé. Elle est devenue l'une des deux premières économies du monde (selon les modes de calcul, la première ou la deuxième). La pauvreté a fortement reculé, laissant place à un pays à revenus moyens, disposant de fortes poches d'extrême richesse (le nombre de milliardaires approcherait les 600). Isolée jadis des grands circuits économiques mondiaux, la République populaire est désormais au centre des chaînes mondiales de valeur. Son succès économique est impressionnant et historiquement inédit.

Pour beaucoup d'observateurs, plus ou moins proches du dossier chinois, les explications de cette trajectoire hors du commun sont toutes trouvées. La Chine

socialiste était un pays pauvre, elle s'est convertie aux vertus du « marché » et est devenue un pays riche. Point. Mais cette *doxa*, alimentée par les images du développement de la consommation de masse dans le pays, ne dit rien de la réalité ni de la nature du capitalisme chinois. Or il existe une forte controverse entre les spécialistes de la Chine sur la nature du régime économique chinois.

D'un côté, beaucoup analysent la situation chinoise comme celle d'une conversion au paradigme néolibéral. Ce n'est pas qu'une vision des économistes de banque, puisqu'elle est également partagée par des économistes keynésiens comme Ho-fung Hung ou encore David Harvey, géographe spécialiste de Marx qui, dans sa *Brève histoire du néolibéralisme* (traduit en français **aux Prairies ordinaires**), décrit le système chinois comme un « *néolibéralisme avec des caractéristiques chinoises* ». D'autres maintiennent l'idée que la Chine demeure un État « *socialiste de marché* », pour reprendre la définition officielle en vigueur depuis 1992.

Dans un ouvrage paru récemment, *La Chine est-elle capitaliste ?* (éditions Critiques), Rémy Herrera et Zhiming Long résument dans leur conclusion toute l'ambiguïté de l'économie chinoise : « *Que dirait-on si la France [...] voyait son gouvernement décider la collectivisation de la propriété des sols et des sous-sols, la nationalisation des infrastructures du pays, la transformation en sociétés d'État de l'essentiel des secteurs industriels clés pour l'économie, l'instauration d'une planification centrale et l'application rigoureuse de celle-ci, la prise de contrôle de sa monnaie et de toutes les grandes banques, la surveillance très étroite des activités des établissements financiers, mais aussi celle du comportement des entrepreneurs domestiques à l'extérieur comme des conditions d'implantation sur le territoire national des firmes étrangères*

[...] et l'installation tout au sommet d'un parti communiste ? Dirait-on sans être ridicule que ce pays est capitaliste ? »



Deng Xiaoping (1904-1997) © Reuters

En réalité, la controverse, qui prend des formes multiples, traduit l'originalité de la voie chinoise depuis 40 ans. Une trajectoire au cours de laquelle le parti-État a toujours su contrôler et diriger à son profit l'évolution du pays. Après la mort de Mao en 1976, **Deng Xiaoping** prend le contrôle du parti et fait adopter en décembre 1978 des réformes économiques. Cette première phase de réformes est lente et progressive. Elle consiste d'abord à permettre aux ménages des campagnes de vendre leurs produits sur des marchés à prix libres. Mais l'État, et c'est un élément central, demeure propriétaire de la terre. Cette libéralisation de l'économie rurale conduit à augmenter la productivité et à libérer une main-d'œuvre à la fois abondante et instruite.

Or, la direction de cette main-d'œuvre est contrôlée par l'État *via* le système du *hukou*, autrement dit de l'attachement des habitants à leur commune d'origine. Initialement créé pour permettre le fonctionnement des communes rurales, le *hukou* devient un moyen de gestion des déplacements d'une main-d'œuvre bon marché et de qualité, d'abord vers les centres urbains des zones rurales, où sont créées les « *entreprises de villages et de bourgs* », et ensuite, dans une moindre mesure, vers les « *zones économiques spéciales* »

ouvertes aux investissements étrangers, comme la première d'entre elles, Shenzhen, au nord de Hong Kong.

Mais pour Nathan Sperber, chercheur à l'université Fudan de Shanghai et auteur d'une thèse remarquée sur le capitalisme chinois, cette période n'est pas encore « capitaliste ». « *Si l'on définit le capitalisme par l'existence d'un rapport de production capitaliste où les capitaux s'allouent librement pour l'accumulation et où le travail se vend sur un marché pour être employé à la valorisation de ces capitaux, alors la Chine des années 1980 n'était pas encore capitaliste* », explique-t-il. Il rappelle ainsi qu'alors, l'économie urbaine était encore dominée par les grandes entreprises d'État, les *danwei*, qui « *fourniss[ai]ent aux travailleurs non seulement un emploi à vie, mais aussi un logement et une protection sociale* ». Le rapport capitaliste n'était clairement pas celui de ces entreprises urbaines.

Aux origines d'un capitalisme d'État à la chinoise

Au milieu des années 1980, l'économie urbaine commence cependant à être réformée à son tour, avec des contraintes budgétaires plus strictes pour les *danwei* et la légalisation des petites entreprises privées. Les événements de Tiananmen gèlent un temps le mouvement, mais la restauration de l'ordre débouche en 1994 sur un véritable « big bang » libéral.

Les *danwei* sont libérés de toute fonction sociale, certains sont privatisés, d'autres tout simplement fermés. L'emploi à vie est aboli et les entreprises privées permises à tous les niveaux. Cela entraînera une vague massive de licenciements dans les villes, alors que l'économie s'oriente franchement vers l'exportation. Ce secteur, largement entre les mains de capitaux privés ou étrangers, s'appuie sur la masse d'une main-d'œuvre bon marché disposant d'un *hukou* rural. Cela permet d'assurer une compétitivité forte au moment où le néolibéralisme occidental incite les entreprises des pays avancés à baisser leurs coûts. La Chine devient alors « l'atelier du monde » et

le poumon de sa croissance. Et le modèle est alors clairement celui des « Tigres asiatiques » qui ont fondé leur prospérité sur les exportations.

Dès lors, tout porte à croire que la Chine est bien entrée dans une logique capitaliste. Jean Mathieu, dans un numéro de 2017 consacré à la Chine de la *Revue de la régulation*, le confirme : « *Le travail social est désormais alloué en fonction d'une logique micro-économique de type capitaliste, ce qui permet aux entreprises de maximiser l'utilisation productive de la main-d'œuvre d'une manière qui aurait été difficile à réaliser dans l'ancienne économie collectiviste.* »

Mais pour Nathan Sperber, la Chine n'est pas pour autant devenue néolibérale. En effet, la place de l'État reste ambiguë dans cette évolution. Dans les années 1990, qui peuvent ressembler à ce qui se passe alors dans les anciens pays du bloc soviétique, l'État ne s'affaiblit pas mais au contraire se renforce. La réforme fiscale de 1994 redonne de l'importance à Pékin après une vague de décentralisation extrême.

De même, la planification est maintenue, même si désormais elle change de nature, passant à un système décentralisé mais qui reste étroitement surveillé par le parti, afin que les objectifs définis soient respectés. À l'inverse de ce qui s'est passé en Russie, par exemple, la puissance publique conserve les plus grandes entreprises : le slogan de 1992 était : « *Garder les grandes, laisser aller les petites.* » Du reste, devant le risque d'un chaos « à la russe » et après la crise

asiatique, l'expérience de libéralisation est stoppée au début des années 2000. Les privatisations s'arrêtent net.



FIGURE 6.4
Export, investment, and domestic consumption share of China's GDP, 1980-2012.
Source: World Bank n.d.

Évolution en % du PIB des exportations, de l'investissement et de la consommation. © Ho-fung Hung

Cette situation rappelle que la croissance chinoise trouve sa source, contrairement à ce qu'on entend fréquemment, dans la période maoïste. Dans son ouvrage *The China Boom* (éditions Columbia UP, 2015), Ho-fung Hung insiste fortement sur cet élément : « *Les communistes ont réussi à réaliser ce que les premières tentatives d'industrialisation de la Chine avaient échoué à faire depuis 1850 : capturer et centraliser le surplus rural et le diriger vers la croissance industrielle et urbaine.* »

Ce que les **derniers Qing** n'avaient pu faire – accumuler le capital pour alimenter le développement –, Mao l'a donc fait, avec la violence qu'on connaît. Et de ce point de vue, Ho-fung Hung estime que les réformes de Deng sont davantage une « *accélération qu'une rupture* » avec le régime d'accumulation maoïste. De fait, si l'ouverture de l'économie chinoise a conduit à une si grande croissance, c'est parce que l'État l'a maîtrisée, que ce soit par le système du *hukou*, par l'utilisation du capital accumulé, par l'assurance d'une main-d'œuvre bien formée et par le choix dans les privatisations. Si la Chine avait connu le sort de la Russie ou de la RDA, avec une destruction rapide de l'outil productif, il n'est pas certain que le développement eût été aussi rapide et spectaculaire. Il y a donc une continuité dans l'évolution de la Chine depuis 1949.

Dans son prochain livre, *Capitalism Alone*, à paraître en octobre, Branko Milanović défend l'idée que le régime socialiste représente une phase nécessaire de développement vers le capitalisme pour les pays

à bas revenus. Rien d'étonnant alors à ce que le capitalisme chinois conserve des traits fortement socialistes, malgré la violence de ses rapports sociaux. C'est ce qu'il appelle le « *capitalisme politique* ». Comme le souligne Nathan Sperber, il n'y a pas en Chine de contradiction entre État et marchés, l'un chassant les autres, comme on se le représente souvent en Occident. Ici, l'État et les marchés se développent ensemble et se renforcent mutuellement.

Les années 2000 sont d'ailleurs celles du retour de l'État qui, sous les directions de Hu Jintao et Wen Jiabao de 2002 à 2012, retrouve même un discours social, alors que la croissance chinoise s'accélère, portée par la mondialisation. Et de fait, l'État reste à la tête d'actifs importants, qui en réalité encadrent l'économie : des matières premières à la finance, en passant par le transport, il est impossible de ne pas passer par l'État dans le processus de production en Chine. Or, et c'est là l'élément clé, cet État ne prend pas toujours des décisions dans la gestion de ce patrimoine, guidé par la rationalité du profit, comme le ferait un État néolibéral classique. Rémy Herrera et Zhiming Long estiment ainsi que « *les entreprises d'État sont rentables parce que la boussole qui les guide n'est pas l'enrichissement d'actionnaires privés, mais les priorités données à l'investissement productif et le service rendu à leurs clients* ».



Siège de la China Construction Bank à Dongguan, province de Guandong (Canton). © Reuters

Globalement, le secteur étatique est certes moins rentable que le secteur privé. Mais il n'y a là rien d'étonnant ou de contradictoire : c'est précisément parce que sa fonction n'est pas conçue comme identique. L'État peut l'utiliser pour compenser les faiblesses du secteur exportateur, comme en 2008-2009, par exemple, tout en modernisant le pays au-delà même de ses besoins actuels. C'est ce

que démontre l'expansion de l'activité ferroviaire à grande vitesse au cours des dix dernières années. Tout se passe comme si l'État chinois développait des infrastructures surdimensionnées au regard du niveau de développement du pays.

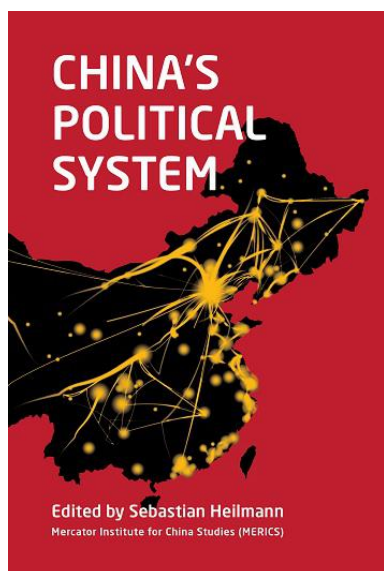
L'État chinois n'est pas qu'un organisateur de l'économie ou un « arbitre » comme le serait un État néolibéral, c'est une puissance qui utilise l'économie pour faire de la politique. C'est ce qui explique une politique oscillant entre diverses voies (ouverture et fermeture, libéralisation ou contrôle). Cette oscillation peut paraître économiquement absurde, mais elle est politiquement justifiée. Et c'est bien ici la spécificité du capitalisme d'État à la chinoise. Au reste, c'est aussi ce qui inquiète les États néolibéraux occidentaux : la Chine se donne les moyens d'investissement public qu'eux-mêmes se refusent. D'où ce « péril jaune » régulièrement agité par les leaders occidentaux, de Donald Trump à Emmanuel Macron.

Un autoritarisme aux capacités d'adaptation impressionnantes

Cet interventionnisme étatique persistant renvoie à un besoin du régime – celui de se légitimer grâce à sa « performance » en termes d'amélioration du bien-être de la population – autant qu'à un mode de gouvernement non négociable depuis 1949, à savoir l'exercice d'une tutelle sans partage sur la société.

La trajectoire économique décrite ci-dessus a en effet été façonnée par une entreprise unique de domination politique : le PCC, que Jean-Pierre Cabestan **décrit de façon saisissante** comme « *la plus vaste société secrète du monde* », dans son livre *Demain la Chine : démocratie ou dictature ?* (Gallimard, 2018). Comptant près de 90 millions de membres, c'est une structure sélective, hiérarchique et opaque. L'essentiel de la prise de décision est concentré entre les mains des 200 membres du Comité central, et surtout du bureau politique et du comité permanent qui en émanent. C'est à la tête de cette pyramide du pouvoir que

se trouve aujourd'hui Xi Jinping, qui cumule les fonctions de secrétaire général du PCC, de président de la République et de chef des armées.



Comme l'explique Sebastian Heilmann, un des meilleurs spécialistes **du système politique chinois**, le PCC se situe au-dessus de la Constitution formelle et du peuple. En ce sens, il est le véritable « *souverain* » d'un État dont il est en fait indissociable. Le PCC désigne en effet les dirigeants des organes gouvernementaux et administratifs, lesquels abritent en leur sein des groupes représentant le parti, en plus d'obéir aux consignes des comités parallèles... du parti. À la base de cet ensemble verrouillé, les seules élections impliquant la population sont celles des comités de villageois et de citoyens. Elles ne sont cependant ni libres ni sincères, en raison de la manipulation des candidatures et des résultats à laquelle se livre le pouvoir.

1989 a été une étape importante dans la redéfinition par le PCC de son propre rôle dans l'ère post-Mao. On pourrait presque parler d'une forme de « *reconversion partisane* », passant comme dans les régimes représentatifs par des mutations de projet, de base sociale et de structure organisationnelle, mais dans le cadre d'une monopolisation continue du politique. De parti révolutionnaire, le PCC a choisi

de devenir un parti dirigeant. Cela signifie, selon **les termes du politiste Bruce Dickson**, « *un changement dans sa stratégie de survie* ».

Au lieu d'être engagé dans une transformation idéologique de la société contre des ennemis de classe, le PCC cherche avant tout à reproduire la stabilité de son pouvoir, non seulement en perfectionnant ses moyens de contrôle et de surveillance, mais aussi en améliorant sa capacité de fournir des biens publics à la population, en mobilisant des valeurs traditionnelles, et en s'attirant la loyauté des nouvelles couches sociales apparaissant du fait même de la modernisation économique. Et il le fait en se refusant explicitement à toute libéralisation à l'occidentale, tenue pour responsable du sort funeste de l'URSS.

Le PCC s'appuie en fait de manière complémentaire – et assez réussie jusqu'à présent – sur les trois piliers de stabilité d'une autocratie, **ainsi synthétisés** par le chercheur Johannes Gerschewski.

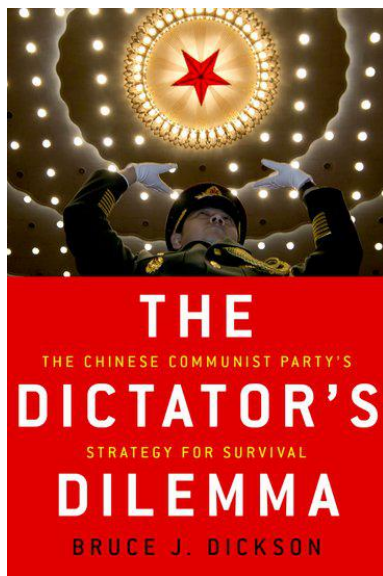
Répression, légitimation et cooptation

Le premier pilier, traditionnellement mis en avant dans l'étude des régimes autoritaires, est celui de la répression. La Chine sait la pratiquer à haute intensité. Le massacre de Tiananmen a illustré sa capacité d'écraser brutalement des manifestations de masse, tandis que les camps de détention d'un million d'Ouïghours au Xinjiang attestent l'arbitraire exercé à l'égard de certaines minorités (lire **la dernière enquête** édifiante du *New York Times*).

La répression de basse intensité est également de plus en plus développée, depuis le harcèlement ciblé des défenseurs des droits jusqu'aux techniques de surveillance massive, en passant par l'expérimentation orwellienne **du « crédit social »** pour contrôler les comportements. La censure des contenus écrits, audiovisuels et numériques s'exerce également au quotidien. Enfin, les mouvements religieux, notamment chrétiens non catholiques, font l'objet de poursuites afin de prévenir leur éventuelle politisation.

Depuis l'arrivée de Xi Jinping, tous les observateurs s'accordent à dire que la répression dans toutes ses dimensions s'est faite plus sévère, restreignant drastiquement les possibilités d'organisation collective dans un but contestataire. Parallèlement, le numéro un chinois a raffermi le contrôle politique de l'armée et engagé une modernisation de sa structure et de ses équipements.

Bruce Dickson insiste toutefois sur le fait que « *le parti ne reste pas au pouvoir seulement parce qu'il a été capable d'éliminer toute alternative viable ; il jouit aussi d'un niveau remarquable de soutien populaire* ». Le seul recours à la répression, pour un pays à la population aussi nombreuse et au territoire aussi vaste, serait beaucoup trop coûteux pour permettre au régime de tenir aussi longtemps. C'est pourquoi les efforts du parti-État ont aussi tendu à conforter un deuxième pilier de stabilisation de l'autoritarisme : la conquête d'une légitimité auprès de la population.



Dickson est un des chercheurs qui, ces dernières années, ont mené des entretiens et des enquêtes par sondage auprès de Chinois en zone urbaine. En dépit d'un contexte politique qui exige des ajustements dans l'administration des questions, ses travaux présentent assez de garanties pour être pris comme un indice fiable de l'état de l'opinion publique, d'autant que leurs résultats recourent les données de l'**Asian Barometer Survey** conçu à Taïwan.

En l'occurrence, le soutien et la confiance envers le régime s'avèrent largement majoritaires dans la population, quoique plus accentués en faveur du pouvoir central que du pouvoir local, objet de davantage de griefs. Sans surprise, les bonnes performances de l'économie sont essentielles à la légitimation du régime. Celui-ci convainc par sa capacité (passée et attendue) d'améliorer le bien-être. De façon intéressante, Dickson note que la variabilité du taux de croissance est moins cruciale à cet égard que l'évolution des revenus réels d'un ménage. Dans un pays traumatisé par les changements de régime successifs et les campagnes politiques désastreuses de l'ère Mao, la stabilité assurée par le régime est aussi très positivement perçue.

À côté de ces résultats spécifiques, le parti-État reproduit sa légitimité de façon plus diffuse en se faisant l'incarnation du sentiment patriotique. D'après Dickson, ce dernier est « *puissamment corrélé au soutien au régime, [beaucoup plus] que les valeurs confucéennes* », également instrumentalisées à l'occasion. Là encore, il faut garder en tête l'humiliation vécue par un pays se percevant autrefois comme le centre du monde et ayant subi au XX^e siècle la désagrégation de son territoire et sa domination militaire et économique par les Occidentaux et les Japonais. « *Depuis 2013, écrit Jean-Pierre Cabestan, le "rêve chinois" de puissance, de grandeur et de prospérité, ainsi que les deux "centenaires" – du parti en 2021 et de la République populaire en 2049 – paraissent capables de continuer de souder la majorité de la société chinoise autour du PC et de son chef, dont la "pensée" est depuis octobre 2017 inscrite dans les statuts du parti.* »

Le troisième pilier de stabilisation de l'autocratie est celui de la cooptation. Il consiste à associer aux élites dirigeantes des acteurs aux ressources et à l'influence importantes, afin de prévenir toute prise d'autonomie et d'élargir la base sociale du pouvoir. Dans ce domaine, le régime chinois se montre encore très prudent. Il a cependant accompagné un essor notable

du nombre d'ONG dans la société civile, dont il ne tolère que celles qu'il contrôle et qui se tiennent loin du champ politique.

Surtout, le PCC a accueilli de plus en plus de jeunes dotés d'un haut niveau d'instruction : la part des diplômés du supérieur parmi les adhérents a bondi d'une douzaine de points entre 2005 et 2013, dépassant les 40 %. Et même si aucun entrepreneur privé n'occupe encore de poste de haut rang dans le parti, l'adhésion ou la participation à d'autres organes sont encouragées, ces « *étroits liens de dépendance [...] limitant leur marge de manœuvre comme leur intérêt à contester les fondements du système politique* ».

De façon plus générale, la capacité d'adaptation du parti-État, pourtant initialement matricé par le léninisme, a été remarquable. La fabrique de la décision politique en Chine, explique Heilmann, « *diffère de la plupart des autres systèmes politiques* ». Si des objectifs sont définis de manière centralisée, les instruments pour y parvenir sont volontiers testés localement, diversifiés et modifiés en fonction du contexte de mise en œuvre. En l'absence de toute forme de contrôle et de reddition de comptes, on observe donc malgré tout une certaine « *flexibilité autoritaire* », ainsi qu'un « *processus d'apprentissage* ».

Cependant, nuance le chercheur, cette flexibilité et cette capacité d'apprentissage restent bornées par des « *contraintes très étroites* ». Par définition, le monopole de la domination politique par le PCC ne peut pas être remis en cause, si bien qu'un certain nombre de maux, tels que la corruption des responsables communistes, ne peuvent pas véritablement être traités de façon efficace. Or, la résilience du régime face à ses vulnérabilités va d'autant plus être mise à l'épreuve dans les années à venir que les difficultés s'amoncellent sur le front de la légitimation par l'économie.

Les nouveaux défis du capitalisme chinois

De fait, le modèle chinois né au début des années 1990 montre des signes certains d'essoufflement. Il n'y a finalement là rien d'étonnant, dans la mesure où, quelle que soit la nature du capitalisme chinois,

ce dernier est bel et bien fortement intégré dans la mondialisation néolibérale. Il en est même un pilier. Le choix de Deng Xiaoping de s'inspirer du développement des « Tigres asiatiques » des années 1960 et 1970 a conduit la Chine à devenir un maillon central du circuit commercial et financier mondial.

Ho-fung Hung montre dans son ouvrage comment entre 1992 et 2008 la Chine a financé, par ses achats de titres de dettes étasuniens (mais aussi européens), la consommation de ses propres produits, s'assurant ainsi des débouchés croissants et, partant, de nouveaux excédents pour alimenter la consommation des pays avancés. Ce système a non seulement assuré la croissance chinoise, mais également celle des États-Unis et de l'Europe. Il s'est toutefois effondré en 2007-2008, avec la crise qui a touché son réacteur financier occidental.



Xi Jinping fête 40 ans de réformes économiques. © Reuters/Jason Lee

Depuis, la Chine semble avoir engagé une vaste transformation. Mais pas forcément dans le cadre du fameux « rééquilibrage » vers la demande intérieure, comme on le dit souvent. En fait, le pays a fait tout ce qu'il a pu pour sauvegarder le fonctionnement du système d'avant-crise.

C'est la Chine qui, en 2008, a sauvé l'économie mondiale en pratiquant une relance massive. Depuis, à chaque accès de faiblesse de l'économie, comme en 2012 ou en 2015, les autorités chinoises ont toujours répondu présentes pour maintenir la demande chinoise et donc la croissance des pays occidentaux. Cette stratégie n'est cependant pas un « rééquilibrage vers la consommation des ménages ». « *Le plan de relance de 2008 ne contenait guère que 20 % de dépenses sociales et une majorité des mêmes vieux investissements productifs dans des secteurs déjà frappés de surproduction* », prévient Ho-fung Hung.

Ce dernier explique cette stratégie par la volonté de préserver l'oligarchie de la côte Pacifique du pays, celle qui profite du modèle exportateur. L'action de l'État venait donc assurer encore et toujours des débouchés à cette caste.

Un tel procédé ne pouvait que freiner le développement de la demande intérieure. Dans un schéma de développement classique, celui qui est souvent plaqué sur la Chine et qui a été celui des « Tigres » comme la Corée du Sud ou le Japon, les exportations se spécialisent dans des domaines haut de gamme et la consommation intérieure devient un moteur de la croissance grâce à l'augmentation de la part des salaires dans la valeur ajoutée. Si la Chine s'est effectivement engagée dans des investissements massifs de montée de gamme, notamment dans l'intelligence artificielle ou les énergies renouvelables, son économie reste cependant encore très dépendante des productions industrielles bon marché. Ce qui empêche toute politique massive de redistribution des richesses.

Car derrière les images de la consommation de masse et l'éternelle répétition par les défenseurs de la mondialisation que cette dernière aurait « sorti les Chinois de la pauvreté », la réalité du monde du travail chinois est bien moins radieuse. Ainsi, la part de la consommation des ménages dans le PIB a reculé de 50 % en 1992 à 35 % dans les années 2005. Et depuis, ce niveau n'a pas augmenté, il s'est stabilisé. Depuis 2008, ce sont les investissements qui ont pris le relais des exportations comme moteur de la croissance, pas la consommation.

Le modèle de développement chinois s'est accompagné d'un creusement immense des inégalités qui s'explique par le maintien d'une compétitivité-coût pesant sur les salaires. Ho-fung Hung a réalisé, de ce point de vue, une comparaison parlante avec les autres « Tigres asiatiques » : au même niveau de développement, les salaires chinois sont extraordinairement faibles. Cela s'explique évidemment par le maintien du *hukou* qui entretient une « armée de réserve » permanente, malgré une timide réforme dans les années 2000.

Du point de vue des inégalités, les travaux de Branko Milanovi# **récemment publiés** montrent que la part des 10 % les plus riches dans le revenu total est passée entre 1988 et 2013 de 21,3 % à 31 %. Celle des 1 %, de 4,3 % à 7 %. Le passage au capitalisme s'est donc accompagné d'un creusement des inégalités avec l'émergence d'une classe capitaliste d'entrepreneurs concentrée sur la côte de la mer de Chine. La part de cette région dans la richesse globale des élites est ainsi passée de 69 % à 73 % entre 1988 et 2013. De façon significative, Branko Milanovi# insiste aussi sur le fait que les membres du parti communiste chinois sont moins nombreux parmi l'élite économique, mais ceux qui y demeurent sont plus riches qu'auparavant.

Vers un durcissement du régime

Globalement, donc, se dessine l'image d'une oligarchie qui a du mal à engager une politique qui réduirait ses bénéfices présents. Pour engager un vrai rééquilibrage, il faudrait briser le fonctionnement de l'armée de réserve : en finir avec le *hukou* et développer massivement les campagnes. Mais la démarche n'est pas celle-là. Elle est plutôt celle d'un développement industriel accéléré en décalage avec le niveau de vie réel du pays, comme celui des lignes ferroviaires à grande vitesse. Le développement du crédit est utilisé pour pallier la faiblesse des salaires, conduisant à des bulles immobilières et financières gigantesques.

Dans ce cadre, le capitalisme d'État joue un rôle de « coussin d'amortissement » pour les élites : l'État maîtrise la finance et peut ainsi gérer les surcapacités et les bulles en absorbant les pertes. Ce qui rend le modèle chinois bien plus résistant que ne le pensent les observateurs internationaux, selon qui les déséquilibres ne sont pas tenables, au point que, pour les apurer, la Chine devrait aller vers une crise systémique et des « réformes » libérales.

Nathan Sperber n'est pas de cet avis. « *En Chine, la vie économique opère de façon très politique, en particulier le secteur étatique. De ce point de vue, il est peu important qu'une entreprise publique soit très profitable ou pas, pourvu qu'elle remplisse les objectifs politiques qui lui sont assignés* », explique-

t-il. Il est vrai que la dette est détenue par des banques publiques qui, si elles peuvent être en faillite technique, seront renflouées par l'État, comme cela a déjà été le cas à la fin des années 1990. La clé demeure donc pour le régime la maîtrise du secteur financier. « *Si l'État abandonne cette maîtrise, le système s'effondre* », résume l'universitaire.



Nathan Sperber. © Vincent Plagniol

Si la guerre commerciale menée par Donald Trump affaiblit le schéma exportateur, ce dernier est déjà en panne depuis 2008. De façon générale, le modèle s'adapte en permanence. « *En Occident, les régimes survivent par défaut, il n'y a pas besoin de consacrer de l'énergie à leur sauvegarde, mais ce n'est pas le cas en Chine, où le régime n'est pas capable de fonctionner durablement s'il est seulement en pilote automatique. Il doit donc se transformer perpétuellement pour reprendre le contrôle* », poursuit Nathan Sperber. Ceci peut conduire à donner une impression de confusion à court terme. Mais dans cette optique, on comprend mieux le durcissement du régime depuis 2012-2015.

En période de troubles ou de transformations, aujourd'hui comme en 1989, il faut garder la maîtrise de la société. Le capitalisme politique rejoint de ce point de vue étrangement le néolibéralisme vacillant dans la répression. Pour preuve, les événements actuels de Hong Kong, qui ont donné lieu à cette déclaration de Pékin le 29 juillet 2019 : « *Nous pensons que, pour l'heure, la tâche prioritaire de Hong Kong est de sanctionner les actions violentes et illégales en conformité avec la loi, de rétablir l'ordre au plus vite*

et de maintenir un environnement propice pour les affaires. » Priorité donc à l'économie et à la croissance, les forces par lesquelles le régime tient bon.

La tension est vive parce que la Chine engage clairement une mutation de son système économique, quittant le rôle de simple atelier exportateur du monde pour devenir une puissance plus autonome. C'est le sens de l'initiative Belt & Road (« *la nouvelle route de la soie* ») qui crée un véritable *hinterland* économique dépendant de la Chine, notamment grâce à l'endettement des pays développés, mais aussi la montée en gamme progressive de son industrie.

La République populaire se dirige progressivement vers une nouvelle forme de mercantilisme qui préférerait la qualité (notamment technologique) à la quantité et la finance à l'industrie... « *Dans cette optique, le développement de la demande intérieure est beaucoup moins central que la montée en gamme* », estime Nathan Sperber. C'est pourquoi la consommation peine à suivre et que **le marché automobile, par exemple, semble déjà avoir atteint sa maturité.**

Les scénarios d'évolution du régime chinois

Le parti-État est-il assez fort pour soutenir un régime d'accumulation aussi inégalitaire, toujours sans concession politique ? Quelques signaux existent de tensions fortes au sein de l'ordre social.

Depuis les années 1990, la criminalité a tendance à augmenter. Des organisations mafieuses s'achètent des soutiens jusque dans l'administration et l'appareil de sécurité, provoquant des campagnes nationales contre un fléau impossible à masquer. L'activisme de la société existe bel et bien à un niveau infrapolitique. Il se traduit par des pétitions et des manifestations pour des causes environnementales, mais aussi par des grèves coordonnées entre travailleurs, toutes en augmentation ces dernières années.

Cela dit, toutes ces protestations restent cantonnées à des revendications locales, corporatistes ou sectorielles. Leurs animateurs cherchent avant tout à négocier avec des autorités dont la légitimité à gouverner n'est jamais remise en cause. À supposer

qu'ils parviennent à s'organiser malgré le puissant appareil de répression du PCC (une gageure...), les entrepreneurs d'une contestation directement politique du pouvoir auront bien du mal à mobiliser une base sociale significative – du moins à court terme.

On l'a déjà indiqué, le soutien au régime reste à des niveaux élevés dans les enquêtes disponibles, qui révèlent aussi une grande crainte d'un retour de l'instabilité politique. De fait, aucune organisation n'a aujourd'hui les compétences et les ressources nécessaires pour prétendre se substituer au PCC, lequel s'accrochera jusqu'au bout à son monopole. Les activistes et intellectuels qui le contestent sont « faibles, divisés et marginaux » selon Cabestan.



Jean-Pierre Cabestan. © DR

L'universitaire souligne le caractère « minuscule » de leurs initiatives à l'échelle de la Chine : « *Le "mouvement de défense des droits" ne rassemble pas plus de 1 000 avocats sur environ 300 000, [tandis que] la Charte 08 favorable à l'instauration d'un système constitutionnel et démocratique, rédigée entre autres par Liu Xiaobo, n'a été initialement signée que par 303 personnalités et a réuni au total moins de 10 000 signatures, dont un certain nombre provenant de la dissidence établie à l'étranger.* »

Plus difficilement compréhensible encore aux yeux des Occidentaux, de nombreux Chinois interrogés dans les enquêtes déjà citées se révèlent convaincus que leur régime est déjà en partie démocratique et progresse sur cette voie. Cela s'explique par une appréhension de la démocratie bien éloignée des standards minimaux qu'on lui attribue généralement (suffrage universel, élections libres, accès à des sources d'informations différentes, liberté d'expression et d'association). Pour beaucoup, elle désigne la capacité de l'État de respecter et de répondre aux besoins et intérêts du peuple.

Voilà pourquoi, explique Bruce Dickson, « *ceux qui promeuvent la démocratie sont aujourd'hui si seuls : ils font face à l'opposition de l'État et ne reçoivent guère de sympathie ou de soutien de la société* », choses dont ont pu jouir, au contraire, certains dissidents d'Europe de l'Est ou des figures telles que Nelson Mandela en Afrique du Sud.

La faible probabilité démocratique

Il ressort de ces considérations qu'à court ou moyen terme, la stabilité de la structure du parti-État ne semble pas en danger. Les variations pourraient concerner le prolongement (ou non) du système décisionnel extrêmement concentré et même personnalisé qu'a initié Xi Jinping (voir *notre entretien avec le sinologue Jean-Philippe Béja, fin 2017*). Ce dernier a répondu à une sévère **crise organisationnelle** du PCC, restaurant une discipline, une image de cohésion et une efficacité qui s'étaient singulièrement érodées.

Son mode de gouvernement correspond fortement à celui employé en temps de crise, et moins à celui des temps ordinaires, laissant plus de place à la négociation entre organes gouvernementaux, et surtout aux expérimentations et adaptations locales. C'est pourquoi d'autres dirigeants pourraient exprimer la volonté de revenir à plus de flexibilité, quitte à ce que le risque de perte de contrôle soit augmenté. En même temps, l'actuel leader communiste a placé ses hommes et s'est ouvert la possibilité de dépasser les deux mandats consécutifs, ce qui conforte la voie qu'il trace aujourd'hui.

Pour que le régime soit davantage menacé dans ses fondements, il faudra probablement une crise particulièrement violente et soudaine sapant la stratégie de légitimation du PCC, et/ou du temps. Au-delà d'une dizaine ou d'une vingtaine d'années, l'absence de réforme politique pourrait en effet finir par rendre impossible l'adaptabilité du parti-État, tandis que les changements générationnels et sociaux à l'œuvre sur le long terme nourriront des revendications

difficiles à contenir, le tout dans un contexte où l'idéologie et la phraséologie communistes apparaîtront encore plus décalées qu'aujourd'hui.

JEAN-PIERRE CABESTAN

DEMAIN LA CHINE : DÉMOCRATIE OU DICTATURE ?



L'issue pourrait-elle être un régime démocratique ? Après tout, rappelle Cabestan dans son ouvrage, les idées libérales et démocratiques ont bien influencé les élites républicaines entre 1911 et la Seconde Guerre mondiale, et la démocratisation tardive de Taïwan (où a fui le **Kuomintang** battu par le PCC) en est une conséquence tangible. Le même chercheur est cependant très sceptique quant à la probabilité d'un chemin similaire.

Il est vrai que la Chine continentale a entre-temps suivi un chemin différent, qui rend aujourd'hui improbable une transition ordonnée vers la démocratie menée depuis le sommet. Le PCC voudra rester « *l'organisateur suprême* » du pays et ne rien céder aux puissances occidentales. Toute transition risque donc d'être violente, et beaucoup de facteurs

risquent, selon Cabestan, de déboucher sur « *un régime encore largement autoritaire, élitiste, paternaliste et impérial* » : « *la taille de la population et du territoire, le fossé entre les urbains et les ruraux, l'immensité des besoins à satisfaire, le vieillissement de la population, la longue tradition bureaucratique et les valeurs politiques encore dominantes du corps social* ».

De son côté, Sebastien Heilmann n'est guère optimiste non plus. Pour les raisons déjà évoquées, mais aussi pour ce que l'on sait des expériences passées, il estime que « *la transition d'une dictature de parti unique à un État constitutionnel [pourrait difficilement] être réalisée sans un effondrement temporaire de l'ordre politique et social* ». Après des variations autour de l'actuel équilibre autoritaire, mais avant un régime démocratique, les scénarios les plus probables, selon ses collègues, seraient ceux d'un éclatement chaotique de la domination politique, avec des conséquences imprévisibles en termes d'action publique et extérieure ; ou celui d'une évolution ultra-personnalisée, sécuritaire et nationaliste, avec un homme fort « à la Poutine » appuyé sur des réseaux oligarchiques informels.

Il serait ironique que « l'autre 1989 », celui de l'écrasement sanguinaire de Tiananmen plutôt que la chute libératrice du Mur, aboutisse à un résultat ressemblant au régime de la Russie contemporaine. On est cependant ici en terrain hautement spéculatif, qu'il est préférable de délaisser pour retenir, en ce qui concerne les 30 dernières années écoulées, la profonde originalité, adaptabilité et résilience du mode de développement et de domination politique piloté par les élites communistes chinoises.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.